

(1)

(N° 159.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849 — 1850.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 5.

M. MASCART, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 5064. | Par pétition datée d'Andenne, en janvier 1850,
Plusieurs habitants d'Andenne réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la dissolution de la garde civique de cette ville et demandent une loi déclarant la garde civique non active dans les communes, dont les habitants agglomérés au chef-lieu n'atteindraient pas le nombre de trois mille âmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 2. | 5137. | Par pétition datée d'Andenne, le 21 janvier 1850,
Plusieurs habitants d'Andenne demandent qu'il ne soit pas donné suite à la pétition ayant pour objet la dissolution de la garde civique de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3. | 5206. | Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 2 mars 1850,
Le sieur Guinez, capitaine-commandant de cavalerie en non-activité, prie la Chambre de décider si la mise en non-activité, par suite de suppression d'emploi, fait cesser tous les avantages attachés à la position d'activité. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 5209. | Par pétition datée d'Herbeumont, le 2 mars 1850,
La dame Reding, veuve du sieur Leclercq, réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à sa plainte qu'elle a faite à charge d'un huissier du canton de Paliseul. — Concl. — Ordre du jour. |
| 5. | 5121. | Par pétition datée de Gand, le 30 janvier 1850,
Quelques négociants en bois de construction à Gand, |

demandent une loi qui prohibe les ventes en détail, soit à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix proclamé, avec ou sans l'assistance des officiers ministériels, des bois en grume et sciés, quand ces ventes ont lieu au profit de personnes non domiciliées dans la localité où se fait la vente et qu'elles n'y paient point patente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

6. 5117. Par pétition datée de Chaumont-Gistoux, le 29 janvier 1850,

Les sieurs Lavry et Bouillon, maçons à Chaumont-Gistoux, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef de la perte qu'ils ont subie dans la construction d'une église dont ils ont été adjudicataires. — Concl. — Ordre du jour.

7. 5109. Par pétition datée de Léau, le 30 janvier 1850,

Le sieur Roggen, pharmacien à Léau, demande qu'il soit interdit aux artistes vétérinaires et aux empiriques de donner des médicaments. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

8. 5082. Par pétition datée de Nieuwerkerken, le 24 janvier 1850,

Le sieur Steenkist demande que la Pharmacopée belge soit rédigée en latin, en français et en flamand. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

9. 5120. Par pétition datée de Daelgrimby, le 25 janvier 1850,

Plusieurs habitants de Daelgrimby demandent que ce hameau, dépendant de la commune de Mechelen, soit réuni à celle d'Opgrimby. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

10. 5072. Par pétition datée de Reeth, le 18 janvier 1850,

Les administrations communales de Reeth et de Waerloos demandent le rétablissement du bureau des contributions à Rumpst. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

11. 5145. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 février 1850,

Le sieur Wautier, ancien militaire, prie la Chambre de lui accorder un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VAN DEN BRANDEN DE REETH, 2^{me} rapporteur.

12. 5249. Par pétition datée de Beeck, le 13 mars 1850,

Le sieur Steckler, ancien brigadier des douanes, réclame l'intervention de la Chambre, pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

13. 5248. Par pétition datée de Warisoulx, le 12 mars 1850,
La dame Thirionet, veuve du sieur Lorphevre, ancien receveur des contributions, prie la Chambre de lui accorder une pension et les arriérés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
14. 5034. Par pétition datée d'Eenaeme, le 12 janvier 1850.
5043. Plusieurs négociants à Eenaeme demandent une réduction sur les péages des canaux de Mons à Condé, et spécialement de Pommerœul à Antoing.
5160.
Même demande de plusieurs habitants de Bernissart-Blaton, de plusieurs industriels de Blaton, Quévaucamps, Grandglise, Basècles et de plusieurs conseillers communaux de Bossut. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
15. 5048. Par pétition datée de Jemmapes, le 13 janvier 1850,
5116. Les exploitants des mines de houille du couchant de
5122. Mons demandent une réduction de péages sur les canaux
5133. de Mons à Condé, et de Pommerœul à Antoing, le pas-
5146. sage libre par l'Escaut français pour se rendre en Bel-
5157. gique, la mise en adjudication du canal de Jemmapes à
5208. Alost, ou au moins de Jemmapes à Ath.
Même demande des membres du conseil communal de Frameries, Wasmes, Jemmapes, Hornu, La Bouverie, Pâturages, St-Ghislain, Quaregnon, et de plusieurs habitants de Leupeghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
16. 5240. Par pétition datée de Bruxelles, le 11 mars 1850,
Le sieur Renard réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il lui soit accordé un nouveau délai endéans lequel il soit admis à opérer l'échange de ses récépissés des emprunts forcés. — Concl. — Ordre du jour.
17. 5230. Par pétition datée de Reckem, en mars 1850,
Le sieur Phalempin réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils, Jean-Baptiste, soit exempté du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18. 5226. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 mars 1850,
La dame Eyronnd prie la Chambre de la relever de la déchéance de la naturalisation qu'elle a encourue en laissant expirer ledélai fixé pour son acceptation. — Concl. — Renvoi à la commission des naturalisations.

19. 5218. Par pétition datée de Taviers, le 2 mars 1850,
Plusieurs habitants de Taviers prient la Chambre de décréter l'érection d'écoles de filles dans toute localité où il y a 80 enfants ou plus parvenus à l'âge de fréquenter l'école. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 5239. Par pétition datée de Tongres, le 9 mars 1850,
Les huissiers-audienciers près le tribunal de 1^{re} instance de Tongres demandent une loi qui leur assure un traitement proportionné aux services qu'ils sont obligés de rendre tant au tribunal qu'à la Cour d'assises. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
21. 5227. Par pétition datée d'Arlon, le 6 mars 1850,
Les huissiers-audienciers près le tribunal de 1^{re} instance à Arlon demandent une loi qui leur accorde un traitement pour le service intérieur du tribunal et qui les charge de faire les notifications et citations en matière forestière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
-